

Dominique Favre (*ambassadeur de la Confédération suisse*)

“La Côte d’Ivoire est un pays magnifique”

Très porté sur les questions de développement, le diplomate, ancien de la Banque mondiale, veut booster les échanges entre Yamoussoukro et Berne.

Vous êtes depuis trois mois, le nouvel ambassadeur de la Confédération suisse. Vos premières impressions sur la Côte d’Ivoire ?

Cela fait très exactement 100 jours que je suis entré en fonction, ici à Abidjan. Et mes attentes n’ont pas été déçues. Bien au contraire : Au niveau de l’accueil, tout d’abord, le pays est magnifique et ses habitantes et habitants sont extrêmement chaleureux et accueillants. Avec ma famille, nous sommes touchés du sens de l’accueil des Ivoiriennes et des Ivoiriens. Il est vrai qu’avec une population étrangère qui avoisine les 25%, la Côte d’Ivoire peut prétendre à juste titre être une terre d’accueil. Et cela se ressent à chaque coin de la rue. J’admire beaucoup la capacité des Ivoiriennes et des Ivoiriens à coexister si harmonieusement, malgré leur appartenance à des cultures, des origines, des croyances ou des identités différentes.

Ensuite, avant de venir ici, je parlais beaucoup du « potentiel » économique de la Côte d’Ivoire. C’est vrai qu’il est très grand grâce notamment à ses ressources intellectuelles, agricoles et minières, mais aussi à sa démographie avec une jeunesse dynamique et ambitieuse. Mais plutôt que de « potentiel », il aurait été plus juste de parler d’« atouts », car la Côte d’Ivoire est déjà une puissance économique régionale.

Premier producteur mondial de cacao et leader mondial de la production de noix de cajou, elle représente 40 % du PIB et des exportations de l’UEMOA. Elle a des atouts économiques spectaculaires à faire valoir, ce qui a d’ailleurs été reconnu par l’agence de notation Standard & Poor’s qui a relevé, il y a deux mois, la note de crédit de la Côte d’Ivoire.

Que représente la Suisse en Côte d’Ivoire en termes de ressortissants et d’entreprises ?

Il y a environ 370 Suissesses et Suisses en Côte d’Ivoire qui constituent une communauté très dynamique, active dans les domaines de la recherche, de l’économie, ainsi que dans la



culturelle et associative de l’ensemble du pays. Leur nombre est croissant, ce qui me réjouit bien sûr, à l’instar d’ailleurs des entreprises suisses qui s’installent dans le pays, attirées par la résilience de l’économie ivoirienne, notamment dans des secteurs clés comme l’agriculture, l’industrie et les infrastructures. Aujourd’hui, nous en comptons 45. Elles contribuent à ce que les relations économiques bilatérales soient si bonnes.

Des chiffres au niveau des échanges commerciaux ?

Le total des exportations de la Côte d’Ivoire vers la Suisse, à titre d’exemple, s’élevait à plus de 1.8 milliard d’euros, l’année dernière, ce qui positionne la Suisse comme deuxième marché d’exportation de la Côte d’Ivoire et comme son quatrième partenaire commercial.

Ce qui me réjouit tout particulièrement, c’est la tendance. En effet, les échanges commerciaux entre nos deux

pays ont augmenté de plus de 26% cette année par rapport à l’année précédente soulignant ainsi l’excellente

La stratégie 2021-2024 de la Confédération suisse pour l’Afrique subsaharienne classe la Côte

la Côte d’Ivoire comme un véritable hub économique. Cela est reconnu par la Stratégie suisse pour l’Afrique subsaharienne 2021-2024. Et cela sera aussi le cas dans la prochaine stratégie 2025-2029 qui couvrira l’ensemble de l’Afrique. Cette nouvelle mouture qui est en cours de finalisation devrait être publiée dans les semaines qui suivent.

Elle permettra d’anticiper et de réagir de manière plus agile aux évolutions et à la volatilité de certains contextes sur le continent, mais devrait aussi permettre à la Suisse de continuer d’approfondir et de diversifier ses relations avec les États africains, dans un intérêt mutuel et sur un pied d’égalité. Cela est de bon augure concernant le renforcement de nos liens économiques, scientifiques, culturels ou de coopération et le développement que j’appelle de mes vœux.

La Côte d’Ivoire, premier producteur mondial de cacao, la Confédération suisse premier, consommateur au monde de chocolat. Des liens évidents...

Ah, le chocolat. Comme mentionné tout à l’heure, la Côte d’Ivoire est le premier producteur mondial de cacao, avec plus de 40% de part de marché. Et la Suisse

nous souhaitons renforcer davantage encore ces liens, de manière durable.

Votre pays a initié une série d’actions dont « la Swiss platform for sustainable cocoa » pour un cacao durable. Il y a aussi la problématique du travail des enfants dans les plantations...

L’un des moyens de le faire est en effet la plateforme SWISSCO qui réunit plus de 70 acteurs clés de la chaîne de valeur mondiale du cacao, dont le gouvernement suisse, des fabricants de chocolat ou encore des Ong. SWISSCO finance plusieurs projets innovants en Côte d’Ivoire.

De plus, la Suisse et ses entreprises soutiennent les efforts de la Première dame dans sa lutte contre la traite, l’exploitation et le travail des enfants dans la culture caçaoyère. Je pense notamment au projet Enacte et à l’initiative « Cadre d’Action 24-29 ».

Le projet Enacte poursuit l’objectif de lutter contre les causes profondes du travail des enfants à travers l’accès à l’éducation et aux services sociaux de base, en les protégeant contre les violences et l’exploitation et en offrant aux jeunes ainsi qu’à leurs parents des opportunités de travail décent.

Nous, les Ivoiriens et les Suisses, bâtissons des ponts. Et le magnifique pont Alassane Ouattara, ici à Abidjan, en est la preuve la plus récente. Au moment où nous vivons dans un monde de plus en plus fragmenté, la nécessité de bâtir et de rebâtir ce genre de ponts est plus que jamais d’actualité. J’entame mon séjour ici avec l’espoir d’y contribuer.

dynamique de nos relations économiques. Comptez sur mon engagement sans faille, afin que ces chiffres augmentent encore à l’avenir !

d’Ivoire parmi les pays à fort potentiel économique. Quel est le sens d’un tel classement et surtout quelles projections ?

Oui, la Suisse considère

est le plus grand consommateur de chocolat : nous mangeons environ 9 kilos de chocolat par an et par personne. Cela nous lie fortement, de toute évidence, et

Ce projet est financé par moitié par la Suisse et l’Union européenne et est mis œuvre par l’UNICEF, l’OIT et l’OIM.

Le second projet auquel je

Mardi 24 - mercredi 25 décembre 2024

pense est une initiative américaine qui regroupe l'industrie internationale du cacao et du chocolat au sein de la World Cocoa Foundation, dans laquelle on trouve de nombreuses entreprises suisses dont Barry Callebaut, Nestlé, Lindt & Sprüngli, etc. et qui entend adopter un cadre d'action visant à lutter contre le travail des enfants en Côte d'Ivoire et au Ghana.

J'attends beaucoup de ce projet.

Et si vous me permettez une petite parenthèse, en tant que Suisse vivant en Côte d'Ivoire, j'aimerais beaucoup explorer l'idée de créer un « Cocoa Bond », ou alors un mécanisme de garantie qui protégera les investissements dans le secteur et renforcerait chaque maillon de la chaîne de valeur du cacao — en particulier l'industrie locale de transformation qui est cruciale. J'aimerais beaucoup réunir autour d'une table des acteurs intéressés à un tel mécanisme innovant et évaluer sa faisabilité...

La Suisse a un centre de recherche en Côte d'Ivoire. Est-il si important ?

La Suisse et la Côte d'Ivoire partagent l'idée de la nécessité de relancer l'économie par l'innovation et l'éducation. Elles entretiennent de-



“La Côte d'Ivoire est le premier producteur de cacao, la Suisse est le premier consommateur de chocolat au monde. Nos liens sont évidents”. (PHOTOS: VÉRONIQUE DADIÉ)

puis de nombreuses décennies un lien fort en matière de recherche scientifique.

Tout a commencé avec un petit laboratoire de terrain en 1951 qui est devenu au-

jourd'hui un véritable centre d'excellence en recherche, éducation et développe-

ment durable, reconnu pour ses contributions au savoir scientifique en Afrique de l'Ouest. Je parle du centre suisse de recherche scientifique de Yopougon. Aujourd'hui, le centre est placé sous la double tutelle des gouvernements suisse et ivoirien.

Environ 160 chercheurs associés et 90 employés y travaillent. À chaque rencontre avec des ministres et autres hauts représentants du gouvernement, nous nous félicitons de ce partenariat qui repose — ce que j'apprécie tout particulièrement — sur un grand respect mutuel et la conviction que l'échange de connaissances n'est pas un processus unidirectionnel. D'autres programmes innovants réunissent chercheurs ivoiriens et suisses, grâce notamment à l'initiative Excellence for Africa, un partenariat qui réunit l'EPFL et des universités ivoiriennes et qui offre à des doctorants ou des jeunes professeurs ivoiriens la possibilité d'effectuer une partie de leur formation et de leurs recherches en Suisse. Et la Suisse co-finance aussi la construction du premier musée d'archéologie d'Afrique francophone, en collaboration avec le ministère de la Culture et de la Francophonie.

Ce musée — situé entre

Abidjan et Yamoussoukro — sera également un précieux lieu d'investigation scientifique pour tous les étudiants en archéologie et en histoire de la Côte d'Ivoire. Je me réjouis de son inauguration mi 2025.

Avant Abidjan, vous avez servi à l'Onu et à la Banque mondiale. Des expériences utiles dans vos nouvelles fonctions ?

Sans nul doute. Il y a un autre aspect que je souhaiterais mentionner ici. Nous, les Ivoiriens et les Suisses, bâtissons des ponts.

Au propre — et le magnifique pont Alassane Ouattara, ici à Abidjan, en est la preuve la plus récente — comme au figuré, entre régions du Sud et du Nord, de l'Est et de l'Ouest, côtières ou à l'intérieur des terres.

Il s'agit là d'une priorité du Président Ouattara, mais aussi de la politique étrangère de la Suisse.

Au moment où nous vivons dans un monde de plus en plus fragmenté, la nécessité de bâtir et de rebâtir ce genre de ponts est plus que jamais d'actualité.

J'entame mon séjour ici avec l'espoir d'y contribuer.

BLEDSOON MATHIEU
COLLABORATION:
KOUIKA BAVANE ET
FRANCK YÉO

Interview de Jean-Charle Yallet, Vice-président et Directeur pays de la région Afrique sub-saharienne francophone chez Mastercard

Comment l'économie numérique s'est-elle transformée en Afrique de l'Ouest au cours des dernières années ?

L'économie numérique de l'Afrique de l'Ouest a connu une croissance considérable ces dernières années, principalement tirée par l'adoption de la technologie mobile et l'expansion de la fintech. En 2023, plus d'un tiers des nouveaux comptes d'argent mobile dans le monde provenaient d'Afrique de l'Ouest (rapport GSMA, 2023). Le mobile money est devenu un moteur essentiel de l'inclusion financière, offrant à des millions de personnes un accès plus simple aux services financiers que l'infrastructure bancaire traditionnelle.

En Côte d'Ivoire, les services de mobile money ont un taux de pénétration de 86 % et continuent de se développer. Cela a conduit à une augmentation de l'inclusion financière, la proportion d'Ivoirien(ne)s ayant accès aux services bancaires passant de 41 % à 51 % au cours des dernières années. Cette transformation numérique est soutenue par des initiatives gouvernementales telles que la Stratégie nationale d'inclusion financière 2019-2024, qui vise à porter l'inclusion financière à 60 % d'ici la fin de cette année.

Quel rôle joue la Côte d'Ivoire dans le paysage numérique de l'Afrique de l'Ouest ?

La Côte d'Ivoire est un acteur clé du paysage numérique en Afrique de l'Ouest, leader en matière d'innovation numérique et d'inclusion financière. Le pays fait partie des économies à la croissance la plus rapide de la région, avec un taux de croissance du PIB de 6,5 % en 2023. Son solide écosystème fintech, qui abrite plus de 55 startups, a développé des solutions innovantes dans les domaines des paiements mobiles, des prêts numériques et de la

gestion de patrimoine, favorisant ainsi l'adoption des services financiers numériques.

La position stratégique de la Côte d'Ivoire en tant que pôle commercial, combinée à un soutien gouvernemental important, en a fait un environnement idéal pour la transformation numérique. La démarche proactive du gouvernement, notamment avec des initiatives telles que le Projet d'accélération numérique soutenu par la Banque mondiale, a facilité l'expansion des infrastructures de paiement numérique. Pour Mastercard, la Côte d'Ivoire représente un marché essentiel où nous pouvons collaborer avec les fintechs et les institutions financières locales pour fournir des solutions numériques inclusives, innovantes et sécurisées qui profitent à tous les segments de la société.

Comment Mastercard favorise-t-elle l'inclusion financière et l'innovation numérique en Côte d'Ivoire ?

Mastercard est profondément engagée dans la promotion de l'inclusion financière, de l'innovation numérique et de la cybersécurité en Côte d'Ivoire en créant des solutions évolutives qui aspirent à répondre aux besoins locaux. Les efforts de Mastercard en matière de cybersécurité sont fondamentaux, d'autant plus qu'au cours des récentes années, 88 % des utilisateurs de services financiers numériques en Côte d'Ivoire ont signalé des cyberrisques, dont 40 % ayant perdu de l'argent à cause de la fraude. Nous avons déployé des systèmes de détection de fraude basés sur l'IA, la tokenisation et la biométrie comportementale pour aider à protéger les transactions, préserver la confiance des consommateurs et promouvoir l'économie numérique.



Grâce à des collaborations avec des banques locales, des fintechs et des opérateurs de réseaux mobiles, nous proposons des solutions de paiement numérique innovantes qui visent à permettre aux particuliers et aux entreprises d'accéder à des services financiers sécurisés et transparents. Ces collaborations reflètent aussi notre engagement en faveur de la diversification des segments. De plus, notre récent Mastercard Côte d'Ivoire Business Forum, axé sur l'innovation numérique pour l'inclusion financière, a réuni les principaux acteurs locaux du secteur des paiements autour de cette vision commune.

L'ensemble de ces efforts nous permettent de servir les populations rurales et les groupes mal desservis. Les Ivoirien(ne)s peuvent ainsi bénéficier d'une économie numérique à la fois accessible et sécurisée, renforçant le potentiel de la Côte d'Ivoire en tant que leader de la croissance numérique inclusive.